

## L'arme nucléaire et la révolution socialiste

Les récentes prises de position du Parti communiste et de la direction du Parti socialiste en faveur de la force nucléaire stratégique française (FNS) suscite des résistances au sein de ces partis. Au Parti socialiste, la direction affirme qu'il n'y a pas encore de position officielle sur cette question. Pourtant la commission de la défense nationale du parti et les « Conventions pour l'armée nouvelle » ont publié récemment un dossier unanime « *pour une réflexion ouverte sur la sécurité et la paix* ». Ces 150 pages de propositions pour une « autre défense » adoptent comme principe de base la reconnaissance et le développement de la force de frappe. On doit donc considérer que la direction du Parti socialiste est favorable à la force de frappe, même si une convention nationale est prévue sur ce point à la rentrée. Les protestations dans le parti ne s'y trompent pas. C'est le cas notamment d'une quinzaine de personnalités qui ont demandé que le débat soit ouvert au plus vite sur cette question.

Les décisions du comité central du PCF, le 11 mai dernier, pour « la maintenance » de l'arme nucléaire rencontre également une vive opposition au sein du parti. Au dire de ses dirigeants, la question constitue le principal sujet de débat dans les conférences de sections et de fédérations réunies avant l'été. Henri Fiszbin raconte dans *France Nouvelle* du 18 juin que ces discussions ont été « *passionnantes et passionnées* ». « *Il y a même eu des contestations et des désaccords émanant d'un certain nombre de militants. C'eût été étonnant qu'il en fût autrement... Deux générations, deux types de militants se sentent particulièrement concernés : les militants qui ont eu l'expérience de ces combats (contre l'armement nucléaire) depuis l'appel de Stockholm (je fais partie de cette génération) et les générations de jeunes militants qui sont venus au parti ces dernières années sur la base de motivations humaines et de classe* ». Les nouvelles positions du comité central, si elles sont logiques avec une lente évolution des spécialistes militaires du parti, entrent en contradiction avec toute l'éducation reçue par ces militants. C'est pour cela que les porte-parole de ce nouveau tournant s'escriment à démontrer qu'il faut poursuivre la lutte contre l'armement



nucléaire. La « maintenance » de la FNS est provisoire et imposée par la situation présente.

Le débat ainsi lancé dans la mouvement ouvrier dépasse de loin la simple question de la probabilité d'une guerre thermonucléaire. Elle aborde en fait le problème décisif de la défense par les travailleurs de leurs conquêtes révolutionnaires. Pour le PC comme pour le PS leur revirement sur cette question est justifié par la nécessité de se doter lors du passage au socialisme des meilleurs moyens militaires pour conserver leur indépendance et leur liberté d'action face aux menaces réactionnaires.

Jean Kanapa argumente à partir de l'état lamentable de « nos » forces conventionnelles. Seule l'arme nucléaire, dans l'état actuel des choses, serait capable sur le plan militaire « *de décourager toute velléité d'intervention étrangère dans les affaires intérieures de la France, toute tentative de s'opposer de l'extérieur à la volonté librement et souverainement exprimée par son peuple.* » « *Actuellement, continue-t-il, la force de frappe représente le seul moyen de dissuasion réel dont disposera pour un temps le pays pour faire face à une menace d'agression.* » Il considère en effet qu'avec le sixième sous-marin nucléaire, la force de frappe française aura atteint « *le seuil minimum nécessaire* » pour être dissuasive (1).

De même, Jacques Huntzinger, au nom de la commission Défense du Parti socialiste plaide pour l'arme nucléaire en évoquant des considérations de ce type : « *Elle permet d'avoir une politique militaire et atlantique qui correspond aux intérêts de la France et aux exigences futures de la construction du socialisme, alors que le retour à une défense conventionnelle classique ou populaire conduirait à établir immanquablement la suprématie militaire américaine et ouest-allemande en Europe occidentale.* » Pour lui aussi, la FNS a acquis « *une efficacité certaine qui permet à la France d'exercer une dissuasion proportionnelle à l'enjeu qu'elle représente* ». Il ajoute enfin cet argument pour le moins conservateur : « *Toute reconversion de la politique de défense serait bien plus coûteuse que la simple maintenance de la force nucléaire et ce, pour une efficacité moindre.* » (L'Unité, 3 juin 1977.)

Ainsi même s'ils divergent sur de nombreuses questions, le PC et le PS posent la question nucléaire à partir de la défense du processus de transition au socialisme. Il s'agit selon eux de discuter des *moyens militaires* dont se dotent la classe ouvrière et ses organisations pour sauvegarder l'indépendance du pays alors qu'il « marche au socialisme ». Corrélativement, le débat aborde l'analyse de l'efficacité technique de la FNS française.

Les réponses données par les principaux partis ouvriers sont conservatrices. L'un comme l'autre partent du principe que la défense du pays et des conquêtes ouvrières doit être l'œuvre de l'armée bourgeoise — démocratisée bien sûr — et de son arsenal. S'ils évoquent la « mobilisation populaire » ce n'est qu'autour de cette armée, structurée

par elle. En cela leur position sur la bombe atomique n'est que l'aboutissement de leur acceptation du militarisme bourgeois. Elle exprime leur volonté de ne pas brusquer la hiérarchie militaire, ce qui est cohérent avec leur projet de gestion de l'Etat bourgeois.

A quelques mois d'une victoire électorale jugée probable, ce débat prend un caractère très concret, il permet d'apprécier la politique militaire des partis candidats au pouvoir.

## Réalisme révolutionnaire ?

Le principal argument des réformistes en faveur de l'arme atomique fait appel au réalisme. « *S'il faut savoir rêver, écrit Louis Baillot aux militants réticents, il faut aussi être réaliste pour pouvoir continuer de rêver. Le monde tel qu'il est n'est pas une création du Parti communiste...* » Le choix de la maintenance du nucléaire « *prend toute sa valeur si on le replace dans le contexte qui pourra être celui d'une France gouvernée à gauche* » (*l'Humanité*, 21 juin 1977). Gilles Martinet ajoute dans son plaidoyer publié par *Faire* (février 1977) : « *Le problème doit être examiné de sang-froid. L'enjeu est trop grave pour être traité sur le mode émotionnel ou en fonction d'arguments formels (référence au texte du Programme commun qu'on n'aurait pas le droit de mettre en cause). Il s'agit à la fois de la sécurité du pays et de la défense de la révolution que nous voulons y accomplir.* »

Ce réalisme suppose évidemment que la victoire de la gauche soit un premier pas dans la transformation socialiste de la société. Il évacue le problème de la nature de classe de l'Etat et de l'armée qui possèdent cette arme. La critique fondamentale, que nous ne développerons pas ici, partira donc de la réfutation de l'orientation réformiste du PC et du PS.

Cependant, un autre problème se pose alors : que devrait faire un véritable gouvernement ouvrier de la force de frappe française ? Et ici l'argument du réalisme revient très vite. A partir du moment où l'on considère qu'à la violence contre-révolutionnaire, il faudra opposer celle de la révolution, pourquoi se démunir d'un tel arsenal ?

Notre refus de l'actuelle force de frappe est d'abord la conséquence de notre opposition à l'armée bourgeoise. Antimilitaristes révolutionnaires, nous combattons pour le désarmement de la bourgeoisie et nous œuvrons au démantèlement de son armée. La victoire de la révolution prolétarienne exige ce démantèlement, *a fortiori* donc, nous nous opposons à la possession par la bourgeoisie d'armes qui sont la traduction la plus sophistiquée de la barbarie impérialiste. Mais l'antimilitarisme révolutionnaire n'est pas la non-violence. Démanteler l'armée bourgeoise n'a jamais signifier détruire ses armes. Le dernier exemple de victoire révolutionnaire, celle du Vietnam, a bien montré tout le parti que la révolution peut tirer des armes de l'ennemi. Sans ces armes, le peuple vietnamien n'aurait pas pu vaincre, l'Etat ouvrier vietnamien est aujourd'hui une des

principales puissances militaires du Sud-Est asiatique. La classe ouvrière française devra-t-elle avoir la même attitude avec la force de frappe ?

Nous ne le pensons pas. Et c'est là, en dehors de leur stratégie de collaboration de classes, un point de désaccord fondamental avec les partis réformistes. C'est ce que nous voudrions montrer ici.

## La bombe, pour quoi faire ?

Pour analyser un système d'armes, il faut envisager les circonstances historiques de son emploi. Cela vaut pour l'arme atomique comme pour la tactique de l'infanterie au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'analyse Engels dans *l'Anti-Dühring*. On ne peut pas discuter de la « force nucléaire » en soi. Il faut aborder le contexte géopolitique, sa puissance, la nature de ses adversaires, etc. On ne peut pas envisager une défense nucléaire sans « la doctrine emploi » qui en fonde l'efficacité. Et dans le cas français, cette discussion a déjà une longue histoire.

La force nucléaire stratégique française (FNS) représente actuellement une puissance d'environ 30 mégatonnes (en une centaine d'engins). Il faut lui ajouter une centaine de missiles Pluton de 15 kilotonnes (2). Les USA doivent disposer d'un peu plus de 50 000 Mt et l'URSS d'un peu moins. Les Américains ont environ 9 000 bombes ou têtes nucléaires stratégiques (5 000 sous-marins). Les divisions de l'OTAN ajoutées aux forces US, cela fait environ 22 000 engins nucléaires tactiques. 7000 au moins sont en Europe. Les forces soviétiques disposent, elles, d'à peu près 3 500 engins tactiques en Europe.

La FNS française représente donc moins d'un millième de celle de l'adversaire possible (que ce soit les USA ou l'URSS). Il a donc fallu beaucoup d'imagination aux stratèges gaullistes pour démontrer que 30 mt pouvaient avoir raison de 50 000 Mt. C'est ce qu'ont tenté de parier les généraux Gallois et Ailleret. Le premier a inventé la théorie de la « dissuasion proportionnelle ». Selon cette théorie, l'atome a un « pouvoir égalisateur ». Il suffit de se doter de vecteurs capables d'infliger à un agresseur éventuel des pertes au moins égales à la valeur de l'enjeu que représente pour lui cette agression. Pendant toute l'ère gaulliste, la force de frappe française a été justifiée par cette théorie. De Gaulle, ses ministres et ses stratèges ont expliqué que la force de frappe française est en mesure d'infliger des dégâts plus considérables que l'enjeu représenté par la destruction de la France. Attaquer la France impliquerait des représailles massives. C'est pourquoi tout l'arsenal français est « anti-cités » (dirigé contre les villes et non contre les forces de l'adversaire). De Gaulle considérait, par exemple, que la FNS pourrait détruire une dizaine de grandes villes de l'URSS et, qu'en conséquence, l'attaque de la France ne serait pas rentable.

Cette théorie péchait pourtant par plusieurs aspects. D'abord, pour

qu'une telle force de frappe soit capable d'entraîner ces dommages à l'adversaire, il faudrait qu'elle soit capable de percer les réseaux de défense antimissiles des Soviétiques et des Américains. Et cela, jusqu'à présent, elle en est incapable. Le nombre de vecteurs nécessaires pour réaliser les destructions minima augmente au fur et à mesure que s'améliorent les moyens de défense anti-aériens et antimissiles de ces deux pays. Sans compter qu'en ce qui concerne les USA, la FNS française dépend étroitement du système de détection de l'OTAN. Qu'advierait-il des missiles du plateau d'Albion, des Mirages IV ou des SNLE si le centre de détection français de Taverny était isolé des réseaux NADGE et DEW. Ils seraient tout simplement aveugles (3) !

Ensuite, les stratèges gaullistes n'ont toujours pas expliqué pourquoi, sur un théâtre d'opérations de la taille de l'Europe, l'URSS ou les USA reculeraient devant la force nucléaire française, s'ils décidaient d'utiliser le feu nucléaire. Les missiles soviétiques sont à un quart d'heure de la France, ceux des USA plus près encore. Pourquoi ces puissances reculeraient-elles devant une arme atomique qu'elles peuvent employer elles-mêmes, plus vite, en plus grande quantité, plus longuement, dans un espace plus réduit et plus loin de leur territoire national ?

Les généraux français ont bien sûr évoqué le fameux « point de saturation » au-delà duquel la capacité de tuer plusieurs fois son adversaire (« overkill capacity ») ne sert à rien. Seulement, ce point est mobile et, du fait du perfectionnement technique de ces dernières années, s'est déplacé très loin du niveau actuel de la FNS française.

A ces deux raisons principales, bien d'autres ont été ajoutées par les spécialistes. En fait, la doctrine nucléaire de l'époque gaulliste n'était rien d'autre que la traduction militaire de la politique internationale gaulliste. « *La force de frappe, note Claude Bourdet (4), a été simplement pour de Gaulle un outil de prestige, un accessoire de la « grandeur » et, par cela même, un instrument de politique intérieure. Le choix étant fait, un mécanisme si coûteux et donc si profitable en argent et en fonctions pour tant de personnes, a trouvé naturellement ses théoriciens, a suscité dans les milieux économiques et dans l'armée, ainsi que dans l'opinion manipulée par la presse, l'appui d'une vaste coalition attachée à défendre l'appareil, souvent avec sincérité. Et le processus a infecté jusqu'à l'opposition.* »

Depuis, la doctrine officielle s'est modifiée dans le sens d'une intégration de fait aux plans stratégiques de l'OTAN (cf. les déclarations du général Méry sur la « bataille de l'avant »). Le jeu gaulliste n'était possible que dans le contexte international et intérieur d'avant 1968. A la tête d'une « puissance moyenne », de Gaulle pouvait se permettre quelques « bons coups » diplomatiques donnant l'illusion d'une grande puissance. Mais petit à petit, la bourgeoisie française a dû se rendre à la réalité.

Sur le plan militaire, la doctrine officielle s'est infléchie vers une coopération franche avec l'OTAN. Les ambiguïtés maintenues quant à la

doctrine d'emploi de la FNS visent plus à ménager la susceptibilité d'une partie de l'encadrement militaire. Déjà en 1968, de Gaulle introduisait une distinction entre « la dissuasion absolue » destinée à protéger le territoire national et la possibilité d'intervention en tous points du globe. Pompidou, en introduisant l'arme nucléaire tactique dans la panoplie de l'armée française, entraînait l'idée d'une riposte graduée (contradictoire avec la théorie des représailles massives) et celle de l'élargissement du sanctuaire national.

Avec Giscard, la doctrine française franchit un seuil qualitatif. D'une part, la modernisation des forces conventionnelles destinées à livrer bataille et la coopération accrue avec l'OTAN relativisent la FNS. D'autre part, la stratégie nucléaire semble évoluer de plus en plus de la menace d'une utilisation à une stratégie de l'emploi effectif des armes nucléaires tactiques (rôle de l'ANT pour « tester » les intentions de l'ennemi). Et finalement, les déclarations l'an dernier du général Méry ne laissent aucun doute. L'état-major de l'armée française ne conçoit l'intervention de l'armée française en Europe qu'intégrée aux forces de l'OTAN. On est bien loin de la théorie du général Gallois qui, d'ailleurs, grogne dans son coin (voir son livre *Adieu aux armées*).

## Une arme politique au service de la bourgeoisie

Donc, pour revenir au débat tel qu'il est lancé par les récentes positions du PC et du PS, se prononcer pour la « maintenance » de l'arme nucléaire française, nécessite la définition d'une doctrine d'emploi. Il faut expliquer pourquoi 30 Mt constituent le seuil minimum de dissuasion face aux 50 000Mt possédés par les USA ou l'URSS (5).

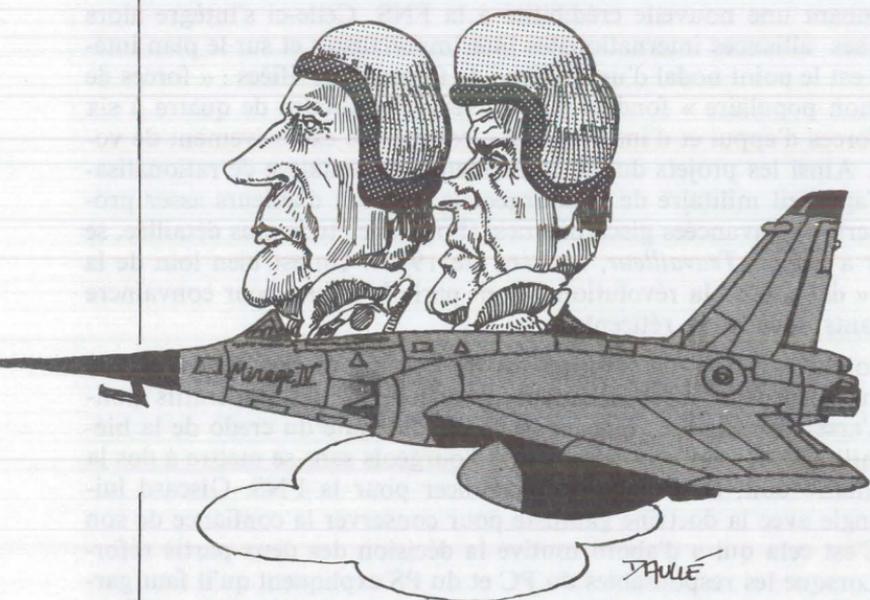
Le PCF est, sur cette question, le plus incohérent. Il propose de revenir à « une stratégie de dissuasion au sens strict ». On n'emploiera la FNS que de manière défensive et dans ce cas « sera abandonnée l'actuelle stratégie anti-cités qui équivaut à prendre les populations des grandes villes comme otages nucléaires... ». Envisage-t-il alors un système d'alliance ? Même pas. « La stratégie nucléaire sera une stratégie tous azimuts, ne désignant pas à l'avance d'adversaire prioritaire... Toute forme de « défense européenne commune » doit être exclue. » La théorie des représailles massives est donc refusée tout en considérant l'état actuel de la FNS comme le « seuil minimum » de la dissuasion. Voilà qui est contradictoire et incohérent. Il n'existe pas aujourd'hui une seule puissance nucléaire qui espère, de manière défensive, c'est-à-dire probablement, en tirant le deuxième coup, dissuader son ennemi en ne détruisant que ses forces (le refus de la stratégie « anti-cités » implique de viser des objectifs militaires ; c'est la stratégie dite « antiforces », abandonnée aujourd'hui

par les USA). Et ce pour une raison enfantine : qui peut espérer dissuader les 22 000 engins tactiques et les 9 000 engins stratégiques des USA et de ses alliés avec une centaine d'engins, surtout lorsque le premier coup appelle automatiquement une riposte ?

Sur le plan militaire, les propositions du PC ne tiennent pas debout. De même sur le plan technique, ils restent vagues, le PC se refuse à augmenter l'arsenal français, car il sera maintenu « *au niveau quantitatif défini par les seules exigences de la sécurité et de l'indépendance du pays* ». Comment se mesure ce niveau ? On ne le sait pas. Il propose en plus la construction d'un système de détection « purement français », indépendant de l'OTAN, mais il n'indique pas le temps et les moyens nécessaires pour le mettre en place. Enfin, il chante les mérites de la composante maritime de la FNS, c'est-à-dire des sous-marins nucléaires, en idéalisant leur efficacité, alors que leur invulnérabilité est de plus en plus contestée. Finalement, la décision du dernier comité central du PCF ne peut pas être justifiée par des arguments militaires. Pas plus que les théoriciens gaullistes, les stratèges du PC n'ont réussi à trouver la potion magique qui transformerait l'arsenal nucléaire français en une force de dissuasion.

La commission de défense du PS reprend au contraire une partie de la doctrine officielle. Dans son rapport sur l'organisation générale de la défense, on peut lire (p. 48 du fascicule) : « *La dissuasion ne prétend pas égaler les capacités « d'overkill » des grandes puissances, mais simplement persuader un adversaire qu'une agression majeure provoquerait une riposte hors de proportion avec les avantages espérés de l'agression.* » Le PS reprend donc à son compte les postulats de base de la dissuasion proportionnelle chère aux stratèges gaullistes et tombe, du point de vue du réalisme militaire, sous le coup des critiques résumées plus haut. Mais, contrairement au PCF qui se replie sur l'hexagone, les socialistes insistent sur les alliances internationales. Le texte que nous citons continue ainsi : « *Il est évident que les agressions contre des alliés peuvent être appréciées comme une agression contre notre pays. La France respectera ses engagements en agissant sous la forme qui lui semble la plus appropriée.* » Ces formules générales en disent assez : les engagements en question sont évidemment ceux de l'Alliance atlantique (que, rappelons-le, respecte le Programme commun), c'est-à-dire l'alliance privilégiée avec l'impérialisme US. « *La France, explique le document socialiste, ne peut guère rompre avec l'Alliance atlantique, mais au contraire s'efforcer de la faire évoluer, pour replacer l'alliance dans son véritable esprit, celui de la défense des libertés et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et non celui d'un anticommunisme primaire, au service des intérêts US* (p. 45). »

Et logiquement le débat qui traverse la direction du PS porte sur la tactique à employer pour que la France « joue son rôle » en Europe (capitaliste). Au comité directeur du 7 novembre 1976, Robert Pontillon et



Pierre Chevènement s'opposait sur ce point. Charles Hernu jouait les conciliateurs. De son côté Pontillon insistait sur la perspective d'une « coopération européenne » et parle d'une « défense nationale élargie » : « *L'ensemble atomique doit rester sous contrôle national, même s'il peut être utilisé à des fins régionales... L'élément classique est appelé à coopérer normalement avec les autres forces régionales* ». La gauche au gouvernement participera « pleinement aux réunions du conseil Atlantique » et l'on « maintiendra les liens actuels en matière de logistique, de télécommunication, d'observation » (liens avec l'OTAN sous l'hégémonie US, bien entendu !). A l'inverse Chevènement insiste sur la nécessité « *d'un appareil de défense indépendant qui peut, seul, lui garantir une marge de manœuvre suffisante pour jouer un rôle dans le développement et la solution des crises* ». Mais à moyen terme cela n'exclut pas que « *face à la menace soviétique comme à tous les autres, la défense française puisse un jour s'insérer dans une perspective européenne... Mais dans la période actuelle, elle doit impérativement rester nationale. A cette condition seulement, la France pourra d'ailleurs jouer un rôle en Europe* ».

Ces divergences visent essentiellement à revaloriser la doctrine militaire en donnant une nouvelle crédibilité à la FNS. Celle-ci s'intègre alors aux diverses alliances internationales interimpérialistes et sur le plan intérieur elle est le point nodal d'un système de forces diversifiées : « forces de mobilisation populaire » fondées sur un service militaire de quatre à six mois, « forces d'appui et d'intervention » composées exclusivement de volontaires. Ainsi les projets du PS constituent une tentative de rationalisation de l'appareil militaire de la bourgeoisie. Ils sont d'ailleurs assez proches de certaines avancées giscardiennes. (Pour une étude plus détaillée, se reporter à *Soldat-Travailleur*, n° 5/6, été 1977.) On est bien loin de la fameuse « défense de la révolution » dont parle Martinet pour convaincre les militants socialistes réticents.

Au total, les prises de position du PS comme du PC en faveur de l'arme nucléaire sont essentiellement motivées par des impératifs politiques. L'arsenal nucléaire français est la clé de voute du credo de la hiérarchie militaire. Et qui veut gérer l'Etat bourgeois sans se mettre à dos la caste militaire doit, en France, se prononcer pour la FNS. Giscard lui-même jongle avec la doctrine gaulliste pour conserver la confiance de son armée. C'est cela qui a d'abord motivé la décision des deux partis réformistes. Lorsque les responsables du PC et du PS expliquent qu'il faut garder le nucléaire pour ne pas être sous la coupe de l'impérialisme US ou allemand, ils mentent. Leur démonstration militaire soit manque de cohérence, soit débouche sur l'Alliance avec l'impérialisme. Elle s'ajuste tout simplement sur la politique de collaboration de classe de ces partis.

C'est qu'on ne peut pas se prononcer pour l'arme nucléaire sans définir dans quelles conditions on entend l'employer. Un Etat ouvrier victorieux en Europe ne peut entretenir une telle force sans expliquer en quoi

elle serait dissuasive. Les réformistes, et en particulier le PS, résolvent le problème en respectant les engagements et les alliances de la bourgeoisie française. La FNS n'est dissuasive qu'intégrée à l'arsenal impérialiste (où elle devient d'ailleurs une quantité négligeable), mais elle est aussi une arme politique dans le cadre des négociations au sein de ces alliances. « *Si les Etats-Unis et l'Allemagne ont fait de si grands efforts pour obtenir l'intégration de l'armement nucléaire français dans le dispositif atlantique, souligne Claude Bourdet (op. cit. page 171), ce n'est pas à cause de l'ap-point qu'ils pensaient ainsi récupérer, c'est pour éviter un emploi « incontrôlé » de ces moyens (...) et pour obliger la France à abandonner une politique de défense « hexagonale ». Et c'est pour ces raisons que, dans un contexte international précis, la FNS peut être une arme de politique extérieure. Tel est le « réalisme » sur lequel s'appuient les orientations militaires des réformistes.*

## Défendre la révolution

Mais cela suffit-il pour rejeter l'arme atomique ? La classe ouvrière victorieuse en France devra-t-elle détruire l'arsenal nucléaire hérité de la bourgeoisie. Ne peut-il pas lui servir pour sa défense contre l'impérialisme ?

Nous avons déjà montré dans quels méandres s'engluaient les démonstrations militaires des réformistes, lorsqu'ils voulaient expliquer l'intérêt du nucléaire pour « défendre la révolution ». Cela suffit pour rejeter la FNS française. Mais le discours nucléaire du PC et du PS fait écran à deux autres questions plus générales : comment défendre militairement le processus révolutionnaire ? Un ou plusieurs Etats ouvriers peuvent-ils, dans d'autres conditions, fonder leur défense nationale sur le nucléaire ? Ces deux problèmes sont au coeur de la discussion de principe, telle qu'elle est lancée par les critiques de « l'arme nucléaire de gauche », en particulier le PSU (6).

Gilles Martinet reconnaît dans son plaidoyer pour le nucléaire que contre « *une tentative de subversion interne (type chilien) »* ou contre « *une tentative de renversement par la force d'un gouvernement socialiste* », « *la possession d'un armement nucléaire ne présente aucun intérêt* ». Ce à quoi Patrick Viveret, directeur de la revue *Faire* opposé à l'arme nucléaire répond : « *La stratégie de défense (voir le Vietnam) doit être adaptée à cette situation* ». Mais il ne va pas plus avant. Il évoque les moyens politiques et économiques qu'utiliseraient les ennemis du socialisme. Quant aux moyens militaires, ils se limitent à l'idée de la « mobilisation populaire ».

Or là réside la faiblesse des militants du PS opposés à la force de frappe. Lorsque le PC et la direction socialiste expliquent que l'armée de conscription est en piètre état, ils ont raison. La capacité militaire des forces conventionnelles est lamentable. Et une mobilisation des réserves n'y

changerait rien. Le matériel est vétuste, l'encadrement inexpérimenté, la formation militaire des appelés rudimentaires. Les armes les plus efficaces sont réservées à des minorités de spécialistes, engagés volontaires. Faut-il alors, comme le propose le PC, que tous les efforts soient mobilisés pour rétablir l'efficacité militaire des forces conventionnelles ? C'est aussi, d'une certaine manière ce qu'envisage le PSU qui, lui, s'oppose à l'arme nucléaire. Alain Joxe écrit en effet dans une tribune à *Témoignage chrétien* (9 juin) : « *Si l'Union de la gauche veut marquer sa présence éventuelle au gouvernement par une réforme fondamentale, elle doit non seulement lutter très âprement pour la défense du principe de la conscription mais aussi pour la restitution aux conscrits d'un armement réel, à l'échelle des armements dont disposent les unités quasi professionnelles héritées des régimes de droite.* »

Poser la question de cette manière, c'est, à notre avis, occulter le principal, à savoir le sort de l'armée « héritière des régimes de droite ». On ne peut ici amalgamer la position du PC et celle du PSU. Le premier entend tout faire pour sauvegarder l'unité de l'armée bourgeoise. Il prétend simplement en « démocratiser » le fonctionnement. Le PSU, lui, veut « *en finir avec l'armée de la bourgeoisie* » (thèse de Strasbourg).

Mais ce que nous voudrions discuter, c'est l'idée avancée par le PSU, d'une « dissuasion populaire », alternative à la dissuasion nucléaire.

Lorsque la classe ouvrière et ses alliés engageront un processus révolutionnaire et mettront en péril le pouvoir de la classe dominante, celle-ci emploiera tous les moyens pour défendre ce pouvoir. Ces moyens seront certes diversifiés. Les bourgeoisies européennes ont appris de l'histoire. Les expériences récentes en Italie, au Portugal, en Espagne, au Chili ou ailleurs l'ont confortée dans l'idée que souvent les armes économiques et politiques sont plus efficaces que les armes tout court pour freiner la radicalisation des masses. Elle savent aussi compter avec les partis réformistes qui, dans certaines conditions, peuvent être de redoutables alliés. Il est donc probable que la bourgeoisie n'utilisera pas en premier lieu les armes de l'armée française et de l'OTAN pour écraser la révolution. Pourtant elle ne se bornera pas au libre jeu parlementaire de la démocratie. Les très fréquentes interventions policières contre des usines occupées ou les « bavures » comme l'assassinat de Pierre Maître par la CFT montrent comment dès que la classe ouvrière est en lutte, l'autodéfense de cette lutte se pose. Et même si au départ cette défense est rudimentaire.

On aurait donc tort, sous prétexte que la bourgeoisie française dispose d'autres armes que la mitraille pour tenter d'arrêter la classe ouvrière, de repousser à *sine die* la question de la défense de la révolution et des conquêtes ouvrières. Nous ne refusons donc pas l'hypothèse posée par le PC quand il dit « *pour faire face à toute menace... il faut des moyens militaires et des moyens politiques* ». Plus, nous considérons comme urgente l'appréciation de ces moyens. C'est tout le mouvement ouvrier qui

devrait en discuter. Nous sommes également d'accord avec Martinet pour dire que l'arme nucléaire n'est pas de ces moyens. Alors quels sont-ils ?

Le PSU propose (thèses de Strasbourg) une série de « *mesures qui soient susceptibles d'amorcer un démantèlement général de l'idéologie bourgeoise et capitaliste dans l'armée* ». Il distingue deux trains de mesure. Celles qui « *consistent à supprimer les noyaux durs des corps d'élite ou à les soumettre au contact des forces populaires et du mouvement des masses, de sorte qu'ils ne puissent plus servir de fer de lance à une contre-attaque ultérieure* » et celles qui sur une période « plus ou moins longue » engagent « *une transformation profonde de l'appareil militaire* ». Le PSU expose donc un corps de revendications visant à instaurer le « *contrôle populaire de l'armée* », seul capable de fonder, contre les menaces extérieures et intérieures, une « *stratégie de dissuasion populaire* ». Seules, cette stratégie et la construction militaire qui en découle défendront « *la transition au socialisme* ».

Cette thèse nous paraît irréaliste. Au mieux, elle repose sur des illusions quant à la possibilité de « *démocratiser* » et de « *contrôler* » l'armée constituée par la bourgeoisie. Au pire, elle se sanctionnera dans la pratique par une attitude conservatrice. La perspective, qui doit, selon nous, être celle de la classe ouvrière, cherche à constituer une autre armée, distincte de l'armée bourgeoise. Cette perspective passe donc par le démantèlement de la vieille armée bourgeoise ce que ne semble pas envisager les thèses du PSU. Comment se créera l'armée ouvrière ? Non pas en constituant une nouvelle institution séparée de la classe qui la porte. L'armée des travailleurs, la seule qui pourra défendre efficacement les conquêtes révolutionnaires, naîtra de la mobilisation anticapitaliste de la classe ouvrière, des premières expériences d'autodéfense ouvrière et de la liaison organique avec les soldats. Dans les quartiers et les usines, cela signifie l'armement des travailleurs. Dans l'armée bourgeoise elle-même, les organisations ouvrières doivent susciter l'auto-organisation des soldats et imposer le contrôle ouvrier sur tout ce qui se passe dans les casernes (contrôle des missions, de la sécurité, des conditions de vie, épuration des officiers réactionnaires, élection des chefs, etc.). Le but n'est évidemment pas de contrôler l'armée bourgeoise, mais de créer une situation de double pouvoir à l'armée, comme dans le reste de la société. Nous ne pensons pas, comme le PSU, que les organisations ouvrières au gouvernement peuvent s'engager dans « *une transformation profonde de l'appareil militaire* ». Sur ce point, la seule chose qu'elles doivent encourager et organiser, de toutes leurs forces, c'est l'armement des masses et l'auto-organisation des soldats. Cette situation de double pouvoir dans l'armée, si elle correspond à une situation analogue dans les usines et les quartiers, ouvre une crise révolutionnaire. Et c'est dans ces conditions particulières que se situent l'affrontement inévitable entre les « *deux pouvoirs* » et, nous l'espérons, le démantèlement du pouvoir de la bourgeoisie et de son

armée. Les événements seront évidemment plus compliqués, mais tel en est le principe. Il va sans dire que dans cette perspective, le mouvement des soldats et ses liens avec les organisations de masse de la classe ouvrière jouent un rôle décisif. Mais que les armes atomiques sont totalement inutiles.

S'opposer à l'arme nucléaire comme force magique pour sauver la révolution socialiste, que nous voulons tous accomplir, soulève inévitablement cette question plus générale. En choisissant la force de frappe, les réformistes choisissent en fait les généraux bourgeois et espèrent les amadouer. Ils les amadoueront si eux-mêmes savent contenir la classe ouvrière dans les ornières de la légalité bourgeoise. Ce choix leur permet, en même temps, d'évacuer la question décisive des moyens concrets à mettre en œuvre pour défendre le processus révolutionnaire face à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

Or, tous les conflits récents (Vietnam, Liban, Angola), comme les transformations en cours dans les armées bourgeoises européennes montrent que les bourgeoisies se préparent, si nécessaire, à des interventions militaires de type conventionnel. Elle exclut l'utilisation d'armes nucléaires dans des guerres civiles (cela équivaldrait à un suicide). Les réformistes refusent donc d'abord l'aspect militaire de cette question.

Les propositions du PSU pèchent également par leur ambiguïté. On ne sait pas très bien ce que devient l'armée bourgeoise. Tout au plus on rêve de sa transformation graduelle sous le contrôle des « masses populaires ». Ce qui revient à nier la probabilité de l'affrontement. Ce que l'expérience historique contredit.

## Etendre la révolution

Une dernière question vaut d'être examinée pour conclure. Y a-t-il une opposition de principe à l'arme nucléaire ? Un Etat ouvrier capable de concevoir un arsenal réellement dissuasif doit-il doter son armée d'une telle arme ? Cela pourrait être le cas d'Etats unis socialistes en Europe et c'est celui de l'URSS voire de la Chine.

Trois types d'arguments sont avancés contre, par les critiques du PC et du PS.

L'argument moral d'abord. Un Etat qui prétend incarner les aspirations de la classe ouvrière ne pourrait fonder son système de défense sur une arme aussi meurtrière. Bernard Jaumont, ex-PSU passé au PS, écrit dans *Faire* (mai 1977) : « *Sur le plan moral ou métaphysique, on ne peut estimer que l'arme nucléaire est le mal absolu, qu'il faut condamner sans appel.* »

Cet argument pêche par son caractère a-historique. Et si dans des conditions précises, la possession d'un armement nucléaire était justement le seul moyen d'empêcher l'impérialisme d'utiliser son arsenal ? N'était-ce

pas le cas de l'Union soviétique pendant la guerre froide ? N'était-ce pas le cas pour la Chine, dans les années 1966-1967, quand le conflit sino-soviétique et la guerre du Vietnam faisaient rage.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les politiques nucléaires de l'URSS et de la Chine ont une autre fonction. Elles correspondent au choix de ces Etats pour un statu quo international et la coexistence pacifique et, en cela, leur politique est contre-révolutionnaire. Mais de manière plus générale, on ne peut, pour des raisons de principe, être opposé à l'armement nucléaire d'un Etat ouvrier. Il peut constituer dans certaines conditions internationales (isolement, recul de la révolution mondiale, etc.) le seul moyen possible de prévention contre une attaque impérialiste.

Le deuxième argument avancé cette fois-ci par les signataires de « *Questions à la gauche...* » c'est que « *l'arme atomique n'est pas une arme socialisable... Elle prive le peuple de l'initiative et de la responsabilité de la défense* ». Il faut, disent ces camarades « *rendre au peuple le contrôle des finalités et des moyens techniques de la défense* ». Cette argumentation nous paraît confuse. Soit elle signifie qu'entrer dans la logique nucléaire c'est accepter un centre unique de décision. Dans ce cas l'argument nous paraît inacceptable. Il existe bien d'autres armes qui, pour des raisons techniques, impliquent des centres de décisions très élevés. Dans ce cas le problème n'est plus celui de la seule défense mais celui du contrôle des techniciens. Soit cet argument souligne que fonder une défense sur l'atome c'est isoler les travailleurs des tâches concrètes de la défense en les réduisant au rôle de spectateur « *d'otage et de bouclier humain de l'appareil militaire* », auquel cas, cela soulève plus une question de choix politique, que de principe.

Ce choix constitue d'ailleurs l'essentiel du troisième type d'arguments contre la défense nucléaire d'un Etat ouvrier. Un tel système de défense a ses impératifs dans les domaines économique, scientifique, administratif. Il implique la « nucléarisation de la société » et favorise « le renforcement des formes les plus autoritaires du pouvoir ».

Malgré les formules employées cet argument nous semble justifier le refus de ce système d'arme par un Etat ouvrier. Une défense nucléaire ne peut pas, pour être efficace, se concevoir à moitié. Elle conditionne l'ensemble du dispositif militaire et policier du pays (protection des sites), elle monopolise la recherche scientifique, elle implique une course aux technologies de pointe ruineuses. Elle demande donc des choix à très long terme. Elle nécessite également la production et l'entrepôt de matières fissiles (plutonium et uranium) ce qui, à long terme, met en danger l'équilibre écologique (problème des déchets). Au niveau international fonder sa politique extérieure sur une telle menace c'est faire peu de cas des possibilités de développement de la révolution socialiste mondiale. C'est substituer à l'internationalisme prolétarien les intérêts d'Etat. Une révolution victorieuse en France ou dans une partie de l'Europe aurait de telles impli-

cations sur l'équilibre des forces internationales que moins que jamais, les puissances impérialistes ou bureaucratiques ne pourraient envisager l'usage du feu nucléaire contre la révolution prolétarienne en marche. Car employer de telles armes pour des Etats réactionnaires demande une cohésion sociale et politique intérieure qu'aucun n'aura. Les ondes de la révolution seront plus fortes que les théories militaires les plus sophistiquées. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir du Vietnam. Si l'impérialisme US s'est refusé à l'emploi d'armes nucléaires tactiques sur le Nord-Vietnam (il en a discuté pendant un an !), c'est bien à cause du contexte politique international et, en premier lieu, à cause du mouvement anti-guerre qui se développait aux Etats Unis même. Le parapluie soviétique n'a joué que secondairement.

Un Etat révolutionnaire tablerait pour sa politique étrangère sur ce type de « contagion ». Seul un reflux durable de la révolution mondiale et les menaces grandissantes d'un contexte hostile pourrait l'amener à se doter d'un arsenal atomique. Nous n'avons donc pas d'opposition de principe à ce type d'armement, mais il ne peut être que provisoire. Sa mise en place serait conçu comme un sacrifice, limité dans le temps, de la révolution.

Mais avant, la révolution victorieuse se sera engagée sur la base de son impact international et de la lutte des travailleurs du monde entier dans la bataille pour le désarmement nucléaire généralisé, en prenant des initiatives concrètes en ce sens. En France, par exemple, un des premiers actes du prolétariat révolutionnaire devra être celui de détruire la force de frappe héritée de la mégalomanie gaulliste. Et il lancera à tous les autres Etats le défi d'en faire autant.

le 14 juillet 1977

---

(1) Le rapport de Kanapa publié dans l'*Humanité* du 12 mai 1977 a été édité en brochure à 600 000 exemplaires.

(2) 1 kilotonne (kt) = mille tonnes de TNT, 1 mégatonne (mt) = 1 million de tonnes de TNT.

La bombe d'Hiroshima = 15 à 18 kt.

(3) Ajoutons que la France ne possède pas de systèmes antimissiles.

(4) *L'Europe truquée*, Seghers, p. 197.

(5) Nous n'envisageons pas l'hypothèse de l'attaque nucléaire par la France d'armées conventionnelles. Le changement de nature du conflit ferait immédiatement intervenir le jeu des alliances et provoquerait l'intervention, soit des USA, soit de l'URSS.

(6) Voir l'appel « *Questions à la gauche sur la défense nucléaire* » signé par une trentaine de personnalités, le MAN, le MDPL et le PSU.





FAULLE